14 novembre 2012 - Vie Féminine s'est joint à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats



Les femmes sont touchées de plein fouet par les mesures d'austérité du Gouvernement !

Les femmes forment la grande majorité des précaires. Plus souvent au chômage, à temps partiel et en sous-emploi, elles sont particulièrement touchées par les mesures d'austérité. Les restrictions des droits au chômage sont les plus dures pour les cohabitant-e-s (en majorité des femmes), que ce soit en termes de dégressivité des allocations de chômage ou de limitation des allocations d'insertion professionnelle (anciennement « allocations d'attente »). De plus, la dégressivité accrue des allocations pousse les chômeurs et les chômeuses à accepter n'importe quel emploi, ce qui est particulièrement vrai pour les femmes qui étaient déjà orientées vers les emplois les plus précaires (titres-services, grande distribution, soins aux personnes, etc.). Le durcissement des conditions d'accès aux prépensions ou au chômage avec complément d'entreprise les en écarte encore davantage, elles qui étaient déjà peu concernées par les différents aménagements de fin de carrière étant donné leurs parcours professionnels hachurés et la compression des périodes de travail à temps partiel.

Parce que ces mesures précarisent les femmes et mettent à mal leur autonomie financière…
Parce que l'austérité n'est pas notre projet de société…
Parce que nous rêvons d'une société égalitaire, solidaire et juste…

Nous refusons :

- Le plan d'austérité du Gouvernement et les mesures d'économie qui touchent les travailleuses/travailleurs et les allocataires sociaux ;
- Le détricotage des droits économiques et sociaux des femmes engendré par les mesures d'économie ;
- Les discriminations que subissent les femmes en matière de revenus, de pensions, de chômage… ;
- Les plans de relance qui continuent à développer des emplois précaires ne favorisant pas l'autonomie financière des femmes ;
- Le démantèlement et la privatisation des services sociaux ;
- Le pacte budgétaire européen (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance-

TSCG) qui condamne toute évolution des politiques sociales et constitue une grave atteinte à l'autonomie d'un État.

Nous voulons :

- Des emplois de qualité permettant une autonomie financière à long terme, des droits personnels et complets en sécurité sociale ainsi que l'articulation des différents temps de la vie ;
- La suppression du statut de cohabitant et l'individualisation des droits en sécurité sociale ;
- Le développement massif de services accessibles et de qualité permettant de répondre aux besoins de la population en matière d'accueil de l'enfance et d'accompagnement des personnes dépendantes ;
- Apporter notre soutien au recours visant à faire annuler l'arrêté royal concernant la dégressivité des allocations de chômage, recours introduit au Conseil d'État par le Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté ;
- L'application urgente, à toutes les mesures socioéconomiques, de la loi du 12 janvier 2007 sur le gendermainstreaming permettant de mesurer l'impact différencié des décisions gouvernementales sur les femmes et les hommes ;
- Un audit permettant d'estimer la contribution financière des femmes à cette crise et de mettre en évidence l'ensemble des injustices financières existant entre les hommes et les femmes, au point de vue fiscal, social, professionnel… ;
- Lancer un appel à nos Parlementaires pour qu'ils/elles s'opposent au pacte budgétaire européen (TSCG).

Vie Féminine
Mouvement féministe d'action interculturelle et sociale
111, rue de la Poste
1030 Bruxelles
02/227 13 00